

Nathaniel Rich

«Même si la vitesse à laquelle le climat change est ultrarapide, la planète s'en sortira. Pas nous.»

Libération · 8 giugno 2019 · Recueilli par CORALIE SCHAUB Dessin AMINA BOUJILA

Dans son ouvrage, l'essayiste américain raconte comment, dans les années 80, alors que l'opinion est favorable à la mise en oeuvre de politiques de protection de l'environnement, Bush Senior et son gouvernement, pourtant déjà conscients du changement climatique, ont torpillé le premier accord international sur le climat pour défendre leurs intérêts économiques. Un «crime contre l'humanité» selon l'auteur.



Dans son livre *Perdre la Terre*, qui vient de paraître au Seuil, le romancier et essayiste américain Nathaniel Rich livre une version enrichie d'un (très long) article paru en août

dans le

New York Times et qui avait alors fait grand bruit. La thèse de l'auteur est simple, voire simpliste, lacunaire et trop romancée, selon ses critiques. En 1979, l'humanité savait déjà tout, ou presque, sur le changement climatique et ses funestes conséquences. Et dans la décennie qui a suivi, les conditions pour instaurer un cadre juridiquement contraignant permettant de lutter contre cette menace en imposant une réduction des émissions de gaz à effet de serre

(GES) «étaient si parfaitement réunies qu'on dirait presque un conte de fées». Mais nous avons échoué d'un cheveu. Le moment est-il enfin venu, aujourd'hui, de rattraper le temps perdu ? Vous écrivez que dans les années 80, même l'industrie des énergies fossiles, les Républicains et le président George Bush Senior étaient prêts à agir pour lutter contre le changement climatique, ce qui semble incroyable aujourd'hui... C'est quelque chose d'assez méconnu. Tout ce que je savais avant d'entamer mes recherches pour ce livre c'est qu'à l'époque, l'industrie des énergies fossiles connaissait le problème depuis des décennies. Car dès 1896, le chimiste suédois Svante Arrhenius avait établi que la combustion massive de charbon et de pétrole risquerait de provoquer une hausse des températures mondiales, selon le principe de l'effet de serre énoncé par le physicien irlandais John Tyndall en 1859. Je n'irais pas jusqu'à dire que l'industrie fossile était d'accord pour trouver une solution ambitieuse, mais elle estimait dans les années 80 que des décisions politiques majeures allaient être prises pour réglementer les émissions GES et elle voulait donc participer à ce débat. Comment expliquer qu'à l'époque, l'industrie fossile et les Républicains aient admis l'idée d'une régulation des émissions de gaz à effet de serre ? Il y a plusieurs réponses. En 1979-1980, beaucoup de majors du pétrole et du gaz se définissaient comme des groupes énergétiques au sens large. Exxon avait par exemple déjà une activité dans le solaire. Ces groupes considéraient que les mesures qui allaient être adoptées pour lutter contre le changement climatique affecteraient surtout l'industrie du charbon, ce qui du coup leur apporterait un avantage concurrentiel.

Et à l'époque, la question climatique n'était absolument pas politisée aux Etats-Unis, rien à voir avec ce que c'est devenu aujourd'hui avec un parti républicain qui s'entête à nier l'évidence sur le climat et la science en général. Républicains et Démocrates souhaitaient alors l'adoption immédiate d'une politique climatique ambitieuse. Et une partie des Républicains était convaincue de la nécessité de protéger l'environnement et la nature au nom d'un certain conservatisme. C'est d'ailleurs sous Richard Nixon, en 1970, qu'a été créée l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA), que Donald Trump détricote depuis son arrivée au pouvoir. On l'a totalement oublié aujourd'hui, y compris les activistes du climat qui pensent que ce sujet est relativement nouveau. Cela montre à quel point la propagande de l'industrie fossile, depuis les années 90, a fonctionné. Elle a semé de la désinformation et de l'ignorance sur les sujets climatiques. Vous racontez dans votre livre qu'en 1989, à Noordwijk, aux Pays-Bas, le monde s'apprêtait à s'entendre sur une cible juridiquement contraignante : geler les émissions de GES à leur niveau de 1990 à l'horizon 2020. Vraiment ?

Oui, les ministres de l'Environnement de plus de 60 pays se réunissaient pour la première fois en vue d'approuver un cadre permettant de préparer un traité planétaire juridique-

ment contraignant. Mais les Etats-Unis ont fait obstruction, et la déclaration finale de la conférence de Noordwijk ne mentionnait pas d'engagement de gel des émissions. Résultat, la Convention climat de l'ONU, signée à Rio en 1992, ne comportait ni contraintes, ni calendrier, ni objectifs chiffrés d'émissions de GES.

Pourquoi cet échec ?

Politiquement, à mon sens, le principal responsable est le premier directeur de cabinet de George Bush Senior, John Sununu. Mais plusieurs questions se posent. Sununu lui-même le dit aujourd'hui: même si un traité contraignant avait été signé à l'époque, aucun pays ne l'aurait respecté, car il n'existe pas de police planétaire. Et cela n'aurait donc pas permis de faire baisser les émissions de GES. Il faut dire aussi que le soutien à un remède contre le changement climatique était assez faible dans l'opinion. Deux tiers des Américains se disaient certes inquiets du changement climatique, mais c'était aussi pour eux le sujet le moins prioritaire. Par ailleurs, George Bush Senior ne se souciait pas vraiment du changement climatique, il ne l'a jamais compris. Et dès 1989, surtout après le témoignage choc du climatologue James Hansen devant le Congrès l'année précédente, l'industrie fossile lançait une campagne de lobbying climatosceptique agressive, recrutant des scientifiques pour instiller le doute, lesquels se sont mis à apparaître massivement dans les médias. Quant aux membres du Conseil économique du président Bush, ils étaient tous devenus farouchement opposés à une politique de réduction d'émissions de GES.

Vous qualifiez ces campagnes de déni de la crise climatique de «crime contre l'humanité»... Si l'on appréhende la menace climatique avec honnêteté, c'est-à-dire en admettant qu'il s'agit là ni plus ni moins que de la survie de notre espèce, qu'il s'agit de souffrance et de mort, que cela exacerbe les injustices politiques et sociales, alors la dimension morale s'impose. Et je trouve très intéressant que le débat se soit déplacé sur ce terrain-là, et avec force, ces six derniers mois. Les jeunes militants du climat ne font plus seulement appel à la raison, ils ne perdent plus trop de temps à répéter que la science est incontestable, ils savent que ce n'est pas suffisant.

La benjamine du Congrès américain, la démocrate Alexandria Ocasio-Cortez, a dit que si les dirigeants n'agissaient pas, ou même tardaient à agir, «nous aurons du sang sur nos mains». Qu'il s'agit là d'une crise morale, et que si nous ne tentons pas de la résoudre, nous ne respectons pas les valeurs fondamentales sur lesquelles repose notre société. C'est une rhétorique nouvelle, plus personnelle. Aux Etats-Unis et ailleurs, les jeunes manifestants du climat scandent «vous me tuez» ou «j'ai peur de mon avenir, je ne veux pas avoir d'enfants». Les mots comptent. La prise de conscience et les actes au sujet du climat auraient-ils été plus forts si plutôt que de parler d'«effet de serre», qui renvoie à quelque chose de plutôt agréable, les scientifiques avaient opté pour l'expression «effet micro-onde», comme l'a suggéré un sénateur démocrate dans les années 80 ? Sans doute. Le langage que nous utilisons est totalement inadéquat. Moi-même, j'ai échoué à trouver quelque chose de mieux que «crise climatique» ou «changement climatique». Mais, au-delà de la terminologie, la façon dont nous parlons de ce problème très complexe est elle aussi biaisée, simpliste. La propagande de l'industrie fossile a contribué à abaisser le niveau du débat, qui emploie des termes et une rhétorique presque enfantine, du type: «Allons-nous gagner ou perdre cette bataille ?» ; «Devons-nous espérer ou désespérer ?»

D'ailleurs, le fait même de parler du climat est en soi trompeur. Parce que ce dont il est question, c'est bien d'une crise de civilisation. Le président Trump a déclaré que «le climat a changé par le passé et changera à nouveau». Il a raison. Même si la vitesse à laquelle le climat change du fait de nos activités est ultrarapide, la planète et le climat s'en sortiront. Pas nous. Il s'agit là en fait d'une crise humaine, car c'est un phénomène que nous avons provoqué et qu'il déstabilise tous les pans de notre société. C'est même LA crise humaine. Le test. Tout comme l'effondrement de la biodiversité, dont nous sommes aussi responsables et qui va aussi nous faire souffrir. Parlons d'espoir, tout de même. Où réside le vôtre ?

Les solutions existent. Il s'agit notamment d'arrêter de subventionner les énergies fossiles, d'investir davantage dans les énergies alternatives, de taxer le carbone, de reforester, peut-être de développer le nucléaire mais c'est plus contesté... Mais il manque la volonté politique. Aux Etats-Unis, le politique ne bougera que si les citoyens le poussent. C'est ce qui s'est passé pour les droits civiques ou le mariage gay. Et c'est ce qui est en train de se passer pour le climat. En novembre, après que les démocrates ont repris le contrôle de la Chambre des représentants, des centaines d'étudiants ont organisé un sit-in dans le bureau de Nancy Pelosi, la nouvelle présidente de la Chambre, pour exiger une législation ambitieuse sur le climat et un «New Deal» vert. A mon sens, c'est un tournant, un catalyseur.

La primaire démocrate de 2020 sera le grand test. Tous les candidats auront bien sûr un discours sur le climat, mais la question sera de savoir avec quel degré de priorité. Pour la première fois, un candidat à la présidentielle, le gouverneur de l'Etat de Washington Jay Inslee, place le climat au centre de sa campagne. Il ne se porte pas bien dans les sondages pour l'heure, mais nous verrons comment cela va évoluer. Au-delà de la gauche et du mouvement écologiste, aiguillonnés et revitalisés par l'extrémisme de Donald Trump, je pense qu'il se passe aussi quelque chose du côté des Républicains. Le déni climatique est certes ancré dans l'ADN des responsables nationaux du parti. Mais au niveau local, ça bouge. En Floride, un Etat très menacé par la montée du niveau de l'océan, le pourtant très droitier nouveau gouverneur Ron DeSantis se montre relativement ouvert sur ce sujet. Et l'électorat républicain, s'il est majoritairement climatosceptique, ne fait pas du sujet une priorité, et ne s'arc-boute pas dessus, en tout cas moins que sur l'avortement, par exemple. L'espoir est donc permis. •